

# Les Quinze prêts à assumer leur première opération militaire en Macédoine

Leur décision reste cependant tributaire d'un accord sur les « arrangements permanents » avec l'OTAN

*Le Monde 19.3.02 p. 5*

## BARCELONE

de notre envoyé spécial

L'Europe est prête à assumer sa première opération extérieure en tant que puissance militaire. Cette affirmation exprimée samedi 16 mars par les Quinze, à l'occasion du sommet de Barcelone, concerne la Macédoine, où les forces de l'OTAN conduisent l'opération de maintien de la paix « Amber Fox » (Renard roux).

Le mandat de l'Alliance atlantique vient d'être renouvelé pour trois mois (jusqu'en juin) et il le sera encore une fois, ce qui signifie que les Quinze pourraient prendre la relève des 700 hommes de l'OTAN en septembre. Pour Jacques Chirac, il s'agirait d'un « premier pas raisonnable et ambitieux de la politique européenne de défense ».

Le président français a rappelé que cette décision a pour origine le sommet franco-britannique de Saint-Malo, en décembre 1998, qui a permis de poser les fondations de l'Europe de la défense. A Barcelone, les Quinze ont affirmé leur « disponibilité » pour assumer cette « responsabilité » dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), après les élections qui doivent s'y tenir en mai et sur demande du gouvernement de Skopje.

Ce préalable semble levé, dans la mesure où le président Boris Trajkovski a confirmé à Javier Solana, haut représentant de l'Union pour la politique extérieure de sécurité commune (PESC), qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce qu'une force européenne succède à celle de l'OTAN. Contrairement

---

Pour Jacques Chirac, il s'agirait d'un « premier pas raisonnable et ambitieux de la politique européenne de défense »

---

à la Bosnie, où les Quinze devraient envoyer environ 480 policiers en janvier 2003, en remplacement de l'actuelle IPTF (International Police Task Force), l'opération en Macédoine est de caractère militaire.

La Macédoine devrait donc constituer une sorte de « laboratoire » pour une défense européen-

ne qui se veut « autonome » par rapport à l'Alliance atlantique. Mais les choses ne sont pas si simples : à Barcelone, les Quinze ont en effet introduit une condition stipulant que cette relève aura lieu « étant entendu que les arrangements permanents sur la coopération entre l'Union européenne et l'OTAN seraient alors en place ». Le Conseil a demandé à Javier Solana d'engager rapidement des contacts avec le gouvernement grec de Costas Simitis qui, lors du sommet européen de Laeken en décembre, a mis son veto sur les « arrangements permanents » entre l'Union européenne et l'OTAN.

La politique européenne de sécurité et de défense (PESD) repose sur un « objectif global » prévoyant la mise en place, à partir de juillet 2003, d'une force de réaction rapide de 60 000 hommes. Mais comme l'Union aura besoin, pendant plusieurs années, des moyens et capacités militaires de l'Alliance atlantique, les relations entre les deux institutions doivent être régies par des « arrangements permanents ». Pour cette opération en Macédoine, les Quinze devront, en particulier, utiliser la « chaîne de commandement » de l'OTAN, et il paraît acquis que cette force européenne dépendra de l'adjoint du

commandant suprême des forces alliées en Europe (Saceur).

La Turquie, membre de l'Alliance atlantique et candidate à l'Union européenne, a longtemps bloqué cet accord, dans la mesure où elle veut avoir un droit de regard sur les opérations militaires que les Quinze (dont la Grèce) pourraient être amenés à engager dans ce qu'Ankara estime être sa « zone de sécurité », particulièrement en mer Egée et à Chypre. Après une longue négociation, elle a accepté un texte de compromis proposé par les Britanniques, que les Grecs, jusqu'à présent, ont refusé.

Reste une difficulté : tout en approuvant officiellement cette

relève européenne, tous les responsables de l'OTAN ne voient pas d'un œil favorable le retrait de l'Alliance de Macédoine. Certains d'entre eux mettent en avant le fait que l'« unité de commandement » serait compromise si l'OTAN maintenait sa présence en Bosnie et au Kosovo, et quitte la Macédoine.

Ces réticences cachent en réalité la préoccupation plus essentielle de voir le rôle de l'Alliance atlantique se réduire comme peau de chagrin. Ce qui incite un responsable européen, narquois, à relever qu'il « est un peu triste de voir que l'OTAN a besoin de la petite Macédoine pour vivre... »

Laurent Zecchini

Lionel Jospin a présenté son projet, lundi 18 mars, depuis son « atelier de campagne », à Paris. Ce fascicule de 40 PAGES INTITULÉ « JE M'ENGAGE » a été tiré à 8 millions d'exemplaires. Sa rédaction

repré- prend une partie du projet socialiste et les idées de L'AILE MODERNE du PS. Ses principaux objectifs : la RÉDUCTION DE MOITIÉ DE LA TAXE D'HABITATION ; la diminution du nombre de chômeurs de

900 000 d'ici à 2007 ; la mise en place d'une conférence avec les partenaires sociaux en début de législature afin de RELANCER LE DIALOGUE SOCIAL. Sur bien des points, ce projet présente des similitudes

avec celui de JACQUES CHIRAC. Ainsi, en matière de sécurité, les deux candidats se rejoignent sur le « REFUS DE L'IMPUNITÉ » et la création de « structures fermées » pour les mineurs délinquants.

## Lionel Jospin présente, à son tour, son programme aux Français

Trois jours après Jacques Chirac, le premier ministre candidat a dévoilé son projet pour une France « active, sûre, juste, moderne et forte ». Un projet qui mêle le programme socialiste et les réflexions de l'aile moderne du PS. Ce fascicule de 40 pages est tiré à 8 millions d'exemplaires

L'EMPLOI du « Je » est constant et répété, mais le mot « socialisme » n'apparaît qu'une fois, au détour d'un paragraphe, pour assurer que « la lutte pour l'égalité fait partie de l'identité du socialisme, de la gauche et, au-delà, de l'identité de la France ». La brochure de quarante pages que Lionel Jospin présentait, lundi matin 18 mars au siège de sa campagne, décline une centaine de propositions souvent inspirées par les « modernes » du PS (*Le Monde* du 15 mars) et dont la couverture bordeaux, identique à celle du « projet socialiste », est censée illustrer une continuité. Le premier ministre candidat l'a intitulée « Je m'engage » et s'y exprime à la première personne : « je veux » revient quinze fois, « je propose » vingt-six fois.

Cette personnalisation doit marquer, dans l'esprit du candidat, l'expression d'un futur président, et non plus celle d'un premier ministre. Son texte « n'est pas un programme de gouvernement, ou la déclaration de politique générale d'un premier ministre », devait-il expliquer lundi, mais plutôt sa version nouvelle de la modernité : « Réconcilier l'esprit de révolte et l'esprit d'initiative, la capacité de création et l'exigence de justice. »

Au dos de la brochure figurent ses dix principaux « engagements »

– le mot choisi dans sa lettre aux Français, et qu'a repris Jacques Chirac dans sa brochure de candidat. Certains étaient attendus, comme le « droit à la formation tout au long de la vie » et le « contrat autonomie pour les 18-25 ans », mesures que le PS souhaiterait aussi emblématiques et novatrices que les 35 heures et les emplois-jeunes annoncés en 1997. On retrouve aussi l'objectif des « 900 000 chômeurs en moins d'ici 2007 » lancé par M. Jospin sur France 2 après son entrée en campagne, et le candidat redit sa volonté de garantir des retraites par répartition.

Soucieux de coller à la droite en matière de sécurité, il propose d'élargir les comparutions immédiates aux mineurs. Plus floue, la « nouvelle étape de la décentralisation » qu'il suggère : M. Chirac semble plus ambitieux sur ce point, puisqu'il reprend à son compte l'idée « d'expérimentation » avancée dans la proposition de loi de Pierre Méhaignerie.

Les partenaires de la gauche plurielle, qui ne cessent, dans les sondages, de donner des signes de faiblesse, noteront que le projet du candidat socialiste n'évoque ni la revalorisation des minima sociaux ni la diversification des sources d'énergie. Pas un mot, non plus, sur la dépenalisation de l'usage du canna-

bis, en faveur de laquelle s'étaient prononcés Bernard Kouchner et Dominique Voynet. Le PS se disait favorable, sur ce sujet, à un « grand débat national ».

M. Jospin souhaitait insister, lundi, sur la manière collective dont s'était élaboré le projet : « Il a été

bien une « avant-garde » jospino-rocardienne, autour de Pierre Moscovici, qui a préparé la synthèse et la matrice du projet.

Outre les propositions phares, M. Jospin a repris de « *La vie en mieux, la vie ensemble* », le texte élaboré par le PS sous la conduite de

### Une « fédération européenne d'Etats-nations »

C'est sans doute le texte à la tonalité la plus fédéraliste de Lionel Jospin. Dans un chapitre intitulé « Vouloir l'Europe politique », M. Jospin appelle de ses vœux une « fédération européenne d'Etats-nations » et reprend même la formule pour laquelle militait Pierre Moscovici, en expliquant que cette fédération est l'« expression d'aujourd'hui pour les Etats-Unis d'Europe jadis rêvés par Victor Hugo » (*Le Monde* du 17 mars). Le candidat reprend les deux propositions déjà exposées dans son texte sur « l'avenir de l'Europe élargie », le 28 mai 2001 : désignation du président de la Commission européenne parmi les membres de la majorité issue des élections européennes et création d'un conseil permanent des ministres chargés des affaires européennes, formule chère à son ministre délégué. Il se démarque ainsi de Jacques Chirac qui, lui, met l'accent sur la prééminence du Conseil européen et souhaite que ce soient les chefs d'Etat et de gouvernement qui élisent l'un d'entre eux président de l'Europe.

nourri de nombreuses contributions individuelles [150, émanant de ministres, de parlementaires et d'experts], il a été débattu collectivement », devait-il assurer. Le directeur de campagne, Jean Glavany, qui a participé à la réunion d'arbitrage du 11 mars, ne manque pas de rappeler qu'il a, lui aussi, apporté sa pierre. Reste qu'à l'arrivée, c'est

Martine Aubry, plusieurs idées, comme la conférence entre l'Etat et les partenaires sociaux en début de législature et la démocratie sociale, illustration pratique du nouveau rapport entre la loi et le contrat, que théorise le candidat, non sans une forme d'autocritique, dans *Le temps de répondre* (Stock).

Il suit la même démarche prudem-

ment réformiste sur les institutions, en reprenant l'idée d'un référendum. Il s'inspire en revanche directement de Jack Lang lorsque, dans ses propositions sur la démocratie, celui-ci avait, en 1996, proposé un « mandat unique pour les parlementaires », et l'harmonisation à cinq ans, sénateurs compris, de la durée de leurs fonctions. Ces propositions apparaissent en retrait par rapport à celles avancées par Dominique Strauss-Kahn, dans *La Flamme et la Cendre* (Grasset), qui prônait une « VT République ». M. Jospin ne reprend pas explicitement l'idée d'une ouverture du capital des entreprises publiques. Là où « DSK » n'écartait pas que la part de l'Etat tombe au-dessous de 50 % dans le capital d'EDF, le candidat préfère une démarche en forme de nouveau « ni-ni » : « Rien n'est décidé, rien n'est interdit », résume M. Moscovici. Le candidat entend en effet « consolider et promouvoir les principes du service public » au niveau européen, tout en jugeant que les entreprises publiques devront nouer « des alliances pour assurer leur développement international ».

« Les objectifs de politique industrielle guideront nos décisions », écrit-il, en s'engageant à rechercher « le consensus des salariés sur les évolutions souhaitables. » Entre « DSK »,

favorable à la suppression de la taxe d'habitation, et Laurent Fabius, qui, outre une baisse d'impôts, plaide pour une réduction symbolique et a insisté jusqu'au bout pour que les propositions soient « financièrement maîtrisées », M. Jospin a choisi un juste milieu : cet impôt, « le plus archaïque et le plus injuste », sera réduit de moitié – soit 4,5 milliards d'euros de manque à gagner pour l'Etat. En revanche, il suit M. Strauss-Kahn en écartant l'idée apportée au projet du PS par Henri Emmanuelli, de faire basculer progressivement les cotisations patronales sur une assiette fondée sur la valeur ajoutée.

Dernier apport, plus discret : celui de Tony Blair. Outre sa formule célèbre sur la sécurité – « Il faut être dur avec le crime, et dur avec les causes du crime » –, l'objectif « zéro SDF » en cinq ans est directement inspiré de la politique du premier ministre britannique de lutte contre la pauvreté. En 2002, chacun se copie : M. Moscovici s'indigne du « pillage » par M. Chirac des notes de la très « blairiste » Fondation Jean-Jaurès – que l'Elysée s'est fait livrer il y a quelques semaines – pour élaborer ses propositions sur « l'informatisation de la société ».

Ariane Chemin  
et Michel Noblecourt